

**DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE, M. THABO MBEKI, LORS DE LA CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DU FORUM MONDIAL DES NATIONS UNIES SUR LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LA PROTECTION DE L'INTÉGRITÉ : SANDTON CONVENTION CENTRE, LE 2 AVRIL 2007.**

Monsieur le maître des cérémonies,  
Honorables Délégués et Invités,  
Mesdames et Messieurs :

Je tiens à vous remercier très sincèrement de m'avoir accordé cette occasion de m'adresser à cette importante réunion convoquée pour faire face à l'un des défis les plus cruciaux auxquels toutes les nations du globe sont confrontées. Nous sommes réunis ici pour attaquer le problème difficile de la corruption, qui entrave la réalisation de l'objectif important que nous partageons tous, à savoir la libération de milliards d'êtres humains du fléau de la pauvreté.

Le thème qui informe le travail de cette conférence, « la lutte contre la corruption et la protection de l'intégrité », part du principe de notre compétence en tant que dirigeants politiques, leaders du monde des affaires, intellectuels et universitaires, entre autres, à identifier les causes profondes de la corruption et à trouver les moyens les plus efficaces de la combattre.

Nous sommes tous d'accord quant aux conséquences négatives de la corruption, en particulier pour les petites gens, mais également pour tous les citoyens de nos pays. Nous sommes d'accord, par ailleurs, que, pour qu'il y ait corruption, il faut qu'il existe une entente réciproque et une collusion entre le corrupteur et le corrompu.

En effet, corrupteur et corrompu accepteraient, par principe, de subjuguer leur âme aux pressions de la corruption, pour se remplir illégalement les poches contre les intérêts des populations auxquelles sont dues les ressources volées.

Beaucoup d'entre nous dans cette salle savons bien que la corruption ne découle par nécessairement de la pauvreté. De toute façon, par définition et en général, les pauvres sont à tel point exclus des leviers du pouvoir qu'ils n'ont aucune possibilité de se sortir de la pauvreté par la corruption.

Bien au contraire, la corruption sert dans bien des cas de condition suffisante pour exacerber la pauvreté, ce qui annule toute possibilité de développement. Nous connaissons bien des exemples où la corruption prive une grande partie de l'humanité de son droit au logement, à la nourriture, au transport, à l'éducation, à la santé, à l'eau potable et à bien d'autres services essentiels.

L'incidence de la corruption dans la société moderne semble renforcer la vue postulée par le philosophe anglais Thomas Hobbes, lorsqu'il décrivait ce qu'il considérait être « la condition naturelle de l'humanité ».

Il a avancé le concept de « bellum omnium contra omnes » – « la guerre de tous contre tous » – et la notion selon laquelle, dans ce qu'il appelait un « état naturel », la société humaine, non gouvernée par un dictateur bienveillant, rend toute vie humaine « solitaire, pauvre, mesquine, bestiale, et courte ». En particulier, dans son « Léviathan », il a écrit que :

*puisque la condition essentielle de l'homme [...] est la condition d'une guerre de tous contre tous, où chacun est gouverné par sa propre raison ; et qu'il n'y a rien qui ne lui serve pas et qui ne l'aide pas pour préserver sa vie contre ses ennemies ; il s'ensuit que dans une telle condition, chaque homme a droit à tout ; même au corps de l'autre. Et par conséquent, tant que durera ce droit naturel de chacun, il ne saurait y avoir pour quiconque, si fort ou si sage qu'il soit, la certitude de vivre le nombre de jours que la nature accorde ordinairement à l'homme.*

(Leviathan, Collier Macmillan, 1974, p 103).

L'incidence de la corruption – particulièrement dans la mesure où elle se manifeste dans le contexte d'un ordre social mondial qui défie l'acquisition personnelle des richesses sans tenir compte du coût social, qui préconise la création d'un monde où les richesses, le profit et les consommations ostentatoires sont poursuivis à tout prix par les particuliers et les grandes sociétés – pose naturellement la question de savoir si Thomas Hobbes n'avait pas raison, tout compte fait.

Si c'est le cas, la question suivante se pose : la société contemporaine est-elle alors obligée d'accepter que, pour éviter la situation d'une « guerre de tous contre tous », elle n'a d'autre recours que de se soumettre à la domination de dictateurs bienveillants ?

Je suis certain que nous partons tous du principe que nous ne pouvons aucunement accepter de retourner à la « condition naturelle de l'humanité » telle qu'elle a été conceptualisée par Thomas Hobbes et, par voie de conséquence, de nous accommoder inévitablement de la nécessité d'une autocratie bienveillante.

Nous avancerions bien plutôt que la « condition naturelle de l'humanité » détermine la nécessité de gouverner la société humaine selon un système de valeurs basé sur les principes et la pratique de la solidarité humaine et de la compassion pour son voisin.

À cet égard, nous postulerions que la cohésion sociale dans toutes les sociétés communautaires, avant leur fragmentation en classes, était garantie par la suprématie du principe et de la pratique du partage, plutôt que par le concept de « chacun pour soi et sauve qui peut ».

Le personnage de Houdia M'Baye, dans le roman célèbre d'Ousmane Sembène *Les bouts de bois de Dieu*, se souvient des paroles d'un autre personnage (Ramatoulaye) qui avait dit : « Le vrai malheur n'est pas seulement une question de faim et de soif ; c'est la question de savoir s'il y a des gens qui veulent qu'on ait faim et soif – et c'est comme ça chez nous ».

Ici, Ousmane Sembène fait allusion à la relation entre la pauvreté et le pouvoir et à l'abus délibéré du pouvoir à des fins d'enrichissement personnel aux dépens des faibles. Pour Sembène, il y a des individus et, par extension, des systèmes et des institutions dont l'existence et le succès sont déterminés par la privation des autres, en conséquence de quoi Ramatoulaye avait dit : « c'est comme ça chez nous. »

Dans ce contexte, la corruption devient ce qu'elle est parmi nous. Ainsi, le fait de savoir qu'il y a des particuliers qui veulent que d'autres soient pauvres devient encore plus douloureux que cette pauvreté elle-même – c'est cela, le « vrai malheur » que Ramatoulaye avait décrit.

Le vrai malheur réside dans le fait qu'« il y a des personnes [en position de pouvoir] qui veulent que [d'autres] aient faim et soif », et dont les actions apparemment irrésistibles déforment et corrompent l'essence même de ce que signifie le fait d'« être humain ».

Le message de Sembène est parfaitement clair. C'est que la corruption implique dans une culpabilité partagée le corrupteur et le corrompu, et définit tous les deux comme coupables de crimes contre l'humanité.

Nous sommes venus des quatre coins du monde pour nous réunir ici aujourd'hui parce que nous comprenons le fait très simple et évident que la corruption profite à une petite minorité et nuit à la majorité. Elle est l'ennemie de la croissance et du développement durables favorables aux pauvres.

Elle dénature les valeurs humaines, exacerbe les faiblesses des marchés, mine la démocratie, ses institutions et sa déontologie, suscite la frustration des citoyens face aux fonctionnaires élus et nommés, érode sérieusement toute confiance dans le processus de gouvernance, et nuit à la fourniture efficace des biens et services à ceux qui en ont le plus besoin.

Le corollaire de cette thèse centrale est que toute stratégie de lutte contre la corruption et les instruments de lutte contre la corruption nécessaires, tout en étant absolument essentiels, ne doivent pas être une fin en soi. Ils doivent faire partie intégrante d'un discours de développement et de lutte contre la pauvreté qui favorise l'engagement des citoyens, il doivent s'inscrire dans un contrat avec le peuple qui lie l'État démocratique à l'ensemble des citoyens et promeut les valeurs de solidarité humaine et de responsabilité devant le public.

Le discours de la lutte contre la corruption est donc inséparable des objectifs plus larges du développement socioéconomique. Dans le domaine de la mondialisation,

lorsqu'il existe entre individus, entre régions et nations des écarts énormes au niveau des richesses et des ressources, la lutte contre la corruption doit s'ancrer dans une compréhension commune qui transcende les frontières. Elle doit dépasser la rhétorique des perspectives particulières et des accusations. Elle doit utiliser de manière constructive les approches élaborées dans le contexte multilatéral et elle doit impliquer une coopération mondiale.

Il ne peut y avoir de stratégie mondiale efficace contre la corruption à moins qu'elle ne soit étroitement liée à un programme mondial qui fasse avancer un développement durable favorable aux pauvres. La raison en est que, dans la conjoncture actuelle de la mondialisation, les marchés non réglementés sont devenus une sorte de fétiche, et un système de valeurs universel dominant n'a pas cessé de valoriser l'individualisme possessif comme le summum de la réussite humaine.

En septembre 2000, notre pays a rejoint le reste de la communauté internationale des nations en adoptant la Déclaration des Nations unies du Millénaire et ses Objectifs de développement du Millénaire. Nous avons convenu de « ne [ménager] aucun effort pour délivrer nos semblables – hommes, femmes et enfants – de la misère, phénomène abject et déshumanisant qui touche actuellement plus d'un milliard de personnes. »

Dans ce contexte, nous reconnaissons aussi le fait que, alors que la mondialisation a créé pour certains des opportunités immenses de croissance et d'accumulation de richesses, elle a produit des conditions socioéconomiques qui rendent difficile à beaucoup de pays de notre continent de réaliser leur Objectifs de Développement du Millénaire. À cet égard, la Déclaration historique du Sommet du Millénaire a proclamé que :

*Nous sommes convaincus que le principal défi que nous devons relever aujourd'hui est de faire en sorte que la mondialisation devienne une force positive pour l'humanité tout entière. Car, si elle offre des possibilités immenses, à l'heure actuelle ses bienfaits sont très inégalement répartis, de même que les charges qu'elle impose. Nous reconnaissons que les pays en développement et les pays en transition doivent surmonter des difficultés particulières pour faire face à ce défi majeur. La mondialisation ne sera donc profitable à tous, de façon équitable, que si un effort important et soutenu est consenti pour bâtir un avenir commun fondé sur la condition que nous partageons en tant qu'êtres humains, dans toute sa diversité.*

La mondialisation, effrénée et incontrôlée, crée un environnement où les riches et puissants peuvent exploiter les vulnérables dans tous les pays, mais tout particulièrement ceux du Sud. Aujourd'hui et pendant le reste de la durée de ce Forum, nous devons nous rappeler que la corruption aggrave cette douloureuse réalité et entrave de façon fondamentale la réalisation des Objectifs de Développement du Millénaire.

Nos peuples ont cru que nous avons convenu des ODM parce que nous étions déterminés à éradiquer la pauvreté, le chômage et le sous-développement et que, par conséquent, nous étions également déterminés à créer une société non raciale, respectueuse de l'égalité entre les sexes, prospère et démocratique, dans laquelle les richesses générées sont plus équitablement distribuées, particulièrement à l'avantage des pauvres, tout en garantissant la possibilité de créer de nouvelles richesses.

Aussi sont-ils en droit de nous demander des comptes sur les progrès que nous avons marqués en vue de réaliser les ODM, et de nous demander ce que nous avons fait pour lutter contre la corruption, dont ils savent, eux, bouts de bois de Dieu, qu'elle sape la possibilité de réaliser ces Objectifs.

Ils ont le droit de nous tenir responsables de tout manque de progrès vis-à-vis des ODM. Ils auront raison de nous demander ce que nous avons décidé collectivement pour donner suite à notre vision d'un monde sans corruption.

Ils auront raison de nous demander si nous ne continuons pas à faire fausse route en consacrant un temps tout à fait disproportionné à chercher les coupables dans la lutte contre la corruption, en nous fiant exclusivement, à bien des égards, à des critères avancés comme dispositifs scientifiques pour mesurer la corruption.

Dans son roman *Wizard of the Crow* (Sorcier du corbeau), Ngugi wa Thiong'o met en scène un dirigeant et ses trois ministres flagorneurs qui ont subi des interventions de chirurgie esthétique afin de se faire agrandir, respectivement, les yeux, les oreilles et la langue – pour mieux voir, entendre et dénoncer les dissensions. Pour son anniversaire, l'un des ministres propose au dirigeant le projet de la « Marche vers le ciel » – construction d'une tour assez haute pour que le dirigeant puisse consulter régulièrement et facilement Dieu qui est aux Cieux.

Le gouvernement essaie ensuite de persuader la Banque mondiale (« globale ») d'accorder des prêts pour le projet. Toutefois, cette initiative, que la Banque aurait normalement financée et sur laquelle elle aurait réalisé un rendement, se heurte à l'opposition des pauvres – et notamment à celle d'un groupe de femmes militantes.

Réfléchissant sur l'un des thèmes centraux du roman, Ngugi dit que l'Occident a une façon d'impliquer que la corruption, le besoin, la famine sont particuliers à l'Afrique – qu'il s'agirait du caractère biologique de l'Africain. Au sujet du monde développé, il dit :

*Ils se lavent les mains de ce qui se passe, comme s'ils n'avaient jamais rien eu à voir avec la corruption, avec les massacres, avec les retards. Ce qui me préoccupe ce sont ces déformations coloniales. Il y a bien des éléments intérieurs, mais il y a aussi des éléments extérieurs. Les uns ne se comprennent pas sans les autres. Il y a tendance à laisser tomber l'un des éléments de l'équation. Mais une équation sans tous ses éléments n'est plus une équation.*

Et il réside dans cette situation une complexité particulière et une complicité partagée. Le discours mondial sur la corruption et la lutte contre la corruption doit commencer par une prise de conscience : la corruption déforme les valeurs humaines et les libertés fondamentales dans tous les pays. Partout elle sape la démocratie et la bonne gouvernance, l'obligation de rendre compte et la transparence. Par ailleurs, elle compromet sérieusement l'opération bénéfique des marchés économiques sur le plan mondial.

La corruption est un phénomène systémique et institutionnel mondial à multiples facettes qui implique tous les secteurs de la société humaine. Elle se manifeste sous une variété de formes telles que le vol, la fraude, les pots-de-vin, l'extorsion, le népotisme, le copinage, et le blanchiment des gains illicites.

La corruption existe dans les pays développés ainsi que dans les pays en développement et elle détruit les systèmes de valeurs positifs de toutes les sociétés et de toutes les institutions. Elle remplace le concept et la pratique de la solidarité humaine par la course effrénée au gain individuel, greffée sur les impératifs prescrits par l'idéologie du marché libre.

Elle affaiblit le développement et la démocratie et sape la lutte contre la pauvreté en détournant les ressources clés des programmes destinés à améliorer la qualité de vie, particulièrement celle des pauvres, dans le monde entier.

Dans bien des cas, la réponse à la corruption a été de blâmer les corrupteurs ou les corrompus plutôt que d'en comprendre la nature structurale et la manière dont elle s'est enracinée dans les relations entre particuliers et organisations dans le monde développé et dans le monde en développement.

L'évaluation de la corruption fait l'objet de dispositifs statistiques compliqués basés sur des idées reçues au lieu d'être abordée par une étude approfondie des circonstances concrètes de son origine sociale. Il faut faire l'effort aussi de parvenir au calcul systématique et durable de la fréquence et des occurrences des différentes formes de corruption. Les idées reçues que je viens de mentionner ont un impact sur la compréhension des puissants et influencent la manière dont les ressources et le soutien des bailleurs de fonds sont attribués aux pays pauvres.

Nous sommes dans l'obligation de bien comprendre la corruption et de la combattre sous toutes ses formes et ses manifestations, puisque nous cherchons à créer un nouvel ordre mondial qui répondra aux besoins et aspirations de milliards de pauvres que nous représentons.

La nécessité évidente de respecter notre obligation de rendre des comptes aux populations exigera que nous affrontions ces questions honnêtement. Nous devons agir de cette façon parce que nos décisions donneront un sens réel au pacte social libre de toute corruption que nous cherchons à créer.

En conséquence, nous devons saisir l'occasion fournie par ce Forum mondial de consolider la base dont nous avons besoin pour mener à bien notre tâche historique afin de délivrer notre monde des ravages de la pauvreté, de la maladie et du sous-développement.

Alors que nous nous engageons dans la lutte mondiale contre la corruption, soyons conscients de la nécessité de travailler tous les aspects proposés et de donner un rôle bien défini et dynamique à l'État démocratique dans sa lutte pour éradiquer la pauvreté, le chômage et le sous-développement.

Pour affirmer notre détermination à enrayer la corruption et ses conséquences, nous devons travailler de concert pour faire face aux inégalités liées aux échanges internationaux. Nous devons garantir l'égalité des chances à tous nos citoyens. Nous devons développer la cohésion sociale, promouvoir la paix et la stabilité au niveau national, régional et mondial.

De plus, pour confirmer notre opposition déterminée à la corruption, nous devons promouvoir la croissance et le développement durables, ainsi que la protection de l'environnement.

Tout ceci doit être accompli dans la plus grande urgence et avec la résolution commune d'agir ensemble afin de mettre un terme aux circonstances qui condamnent des milliards de personnes à travers le monde à une vie « solitaire, pauvre, méchante, bestiale et brève. »

Au nom du gouvernement, du peuple sud-africain et en mon nom, je souhaite au Forum mondial de lutte contre la corruption des délibérations fructueuses.

Merci.